

Arabie Saoudite/Diplomatie

Pour le roi, l'Iran est le "fer de lance du terrorisme mondial"

AFP
Riyad/Arabie Saoudite

Cette charge, sans précédent, a été faite à l'ouverture d'un sommet entre pays musulmans et États-Unis.

LE roi Salmane d'Arabie saoudite s'est livré hier, à l'ouverture d'un sommet entre pays musulmans et États-Unis, à une attaque sans précédent contre l'Iran chiite qu'il a qualifié de "fer de lance du terrorisme mondial". Il s'est dit en même temps déterminé à "éliminer le groupe (jihadiste sunnite) Etat islamique et toutes les organisations terroristes, quelle que soit leur religion, leur confession ou leur idéologie". "Le régime iranien est le fer de lance du terrorisme depuis l'avènement de la révo-

lution de (l'ayatollah Rouhollah) Khomeiny", a déclaré le roi d'Arabie saoudite, chef de file des monarchies arabes sunnites du Golfe. Il s'exprimait devant le président américain Donald Trump et les représentants d'une cinquantaine de nations musulmanes, dont 37 chefs d'Etat ou de gouvernement. "Le régime iranien soutient les groupes et les mouvements terroristes comme le (mouvement chiite libanais) Hezbollah, les Houthis (rebelles yéménites), ainsi que (les groupes jihadistes sunnites) Daech (EI) et Al-Qaïda et d'autres", a-t-il accusé. A propos de la lutte contre les groupes extrémistes, le roi Salmane a déclaré : "Nous sommes unis pour lutter contre les forces du mal et de l'extrémisme (...), agir contre le terrorisme sous toutes ses formes et as-



Photo : AFP

Le roi Salmane d'Arabie Saoudite (au centre) a pris l'Iran pour cible hier, l'accusant de soutenir les groupes et les mouvements terroristes.

sécher ses sources de financement". Il a souligné que les 55 Etats musulmans participant au sommet de Riyad et "représentant 1,5 milliard de personnes sont un partenaire important dans la lutte contre les forces de l'extrémisme et du terrorisme". La parole a été ensuite donnée à certains chefs d'Etat, qui ont tour à tour

souligné l'engagement de leurs pays dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme. Cette lutte doit se faire selon "une approche globale", y compris économique, a indiqué le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi qui s'en est pris par ailleurs aux "pararains du terrorisme". "Le terroriste n'est pas seulement celui qui porte les

armes mais également celui qui le finance et lui offre une couverture politique", a-t-il ajouté. Lui succédant, le président indonésien Joko Widodo a souligné que "les musulmans sont les premières victimes de l'extrémisme" et qu'ils devraient à ce titre "s'unir pour éradiquer" ce fléau. L'émir du Koweït, cheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah, a prôné "la coopération et la coordination avec les Etats-Unis pour élaborer une feuille de route de lutte contre le terrorisme". Cette lutte devrait être aussi "idéologique" et non seulement militaire, a estimé pour sa part le Premier ministre malaisien Najib Razak. Le royaume sunnite d'Arabie saoudite sunnite est le grand rival de l'Iran chiite dans la région. Les groupes EI et Al-Qaïda sont des groupes extrémistes sunnites.

Iran/Réélu à la tête du pays

Rohani désormais face aux ultraconservateurs et aux Etats-Unis

AFP
Téhéran/Iran

Les premiers s'opposent à une extension des libertés dans la société. Les seconds demeurent hostiles à Téhéran et maintiennent les sanctions à son encontre.

APRES l'euphorie de la victoire, le président iranien réélu Hassan Rohani va être confronté à de nombreux défis, au premier rang desquels l'opposition des ultraconservateurs à sa politique d'ouverture et l'hostilité des Etats-Unis. Le pouvoir judiciaire et les Gardiens de la révolution, l'armée d'élite du régime islamique, proches des conservateurs radicaux, s'opposent à une extension des libertés dans la société, ainsi qu'à l'entente avec l'Occident voulues par Rohani, religieux modéré allié des réformateurs. Ces institutions "non élues vont tenter d'empêcher Rohani d'appliquer ses réformes", affirme Clément Therme, analyste à l'Institut international des études stratégiques (IISS). Selon lui, Rohani "va mettre l'accent sur l'économie" et "s'il y a une amélioration dans la vie quotidienne de la population, il renforcera sa position pour pousser les réformes dans le domaine des droits civiques". Mais relancer l'économie ne sera pas facile. Malgré l'accord nucléaire conclu avec les grandes puissances, Washington reste hostile à l'Iran et

maintient des sanctions qui effraient les banques internationales et les investisseurs étrangers. Le président américain Donald Trump a menacé de "déchirer" l'accord nucléaire. Lors de sa visite en Arabie saoudite, grand rival de l'Iran, il a conclu samedi un accord pour la vente record de 110 milliards de dollars (67 100 milliards de francs) d'armes. Avec pour objectif de combattre la "mauvaise influence iranienne" dans la région, selon le secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson. **ALLIES D'EUROPE ET D'ASIE** • De leur côté, les gouvernements européens, russe et asiatiques ont salué la victoire de Rohani et croient en l'accord nucléaire. Ils veulent profiter du riche marché iranien et y investir, ce que leur permet la levée d'une partie des sanctions internationales, conformément à l'accord entré en vigueur en janvier 2016. "Beaucoup d'investisseurs dont je n'avais plus entendu parler depuis trois mois m'ont appelé soudainement (après la victoire de Rohani) et ont déjà acheté leur billet d'avion", a affirmé samedi à l'AFP Farid Dehdilani, conseiller auprès de l'Organisation iranienne de privatisation. "Rohani va poursuivre de manière plus agressive son programme économique, avec des investissements productifs en vue d'attirer les capitaux étrangers", ajoute-t-il. Mais il lui sera difficile de



Photo : AFP

S'il peut afficher sa satisfaction après sa réélection, Hassan Rohani ne peut compter sur la coopération des ultraconservateurs, ni sur celle des Etats-Unis.

diminuer l'influence des Gardiens de la révolution qui contrôlent de larges secteurs de l'économie et ont obtenu ces dernières années de nombreux contrats, en particulier dans le secteur clé de l'énergie. Elu une première fois en 2013, Rohani n'a pas réussi à obtenir la libération des leaders réformateurs Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, en résidence surveillée depuis 2011, ni empêcher l'arrestation de journalistes ou de bi-nationaux accusés d'intelligence avec "l'ennemi". **"HABILE POLITICIEN"** • Certains craignent que son second mandat ne ressemble à celui de l'ex-président réformateur Mohammad Khatami (1997-2005), qui n'avait pas pu appliquer toutes ses réformes à cause de la résistance des conser-

vateurs radicaux. Mais, Hassan Rohani, qui connaît tous les rouages du régime, est mieux placé que M. Khatami, estime l'expert universitaire iranien Fouad Izadi. "Rohani a montré qu'il était plus habile politicien que Khatami", affirme-t-il. "Il a fait partie du cercle dirigeant du système depuis suffisamment longtemps pour savoir comment mener sa barque." La question à plus long terme est l'influence qu'il aura dans le choix du futur guide suprême qui succédera à l'ayatollah Ali Khamenei, âgé de 77 ans. L'Assemblée des experts, réélue en 2016 pour huit ans et chargée de nommer le moment venu son successeur, est largement dominée par les conservateurs et Rohani y a peu d'influence.

Son président n'est autre que l'ayatollah Ahmad Jannati, un religieux ultraconservateur qui dirige déjà le Conseil des gardiens de la Constitution, autre institution clé du pays. Fouad Izadi estime que le religieux conservateur Ebrahim Raïssi, battu par le président sortant et dont le nom a été évoqué pour succéder à Ali Khamenei, a pour l'instant perdu ses chances. Il a néanmoins rassemblé le camp conservateur derrière lui et obtenu près de 16 millions de voix alors qu'il était peu connu du grand public. Il n'a donc pas dit son dernier mot. "Seize millions de voix est un immense capital qu'on ne peut pas ignorer sur le plan politique et dans les grandes décisions du pays", a-t-il rappelé après sa défaite. **• Raïssi dénonce des "infractions"**. Le candidat conservateur battu à la présidentielle de vendredi en Iran, Ebrahim Raïssi, a dénoncé des "infractions" durant le scrutin, réclamant un examen du Conseil des gardiens de la Constitution, chargé de superviser les élections. **• Téhéran dans l'escarcelle des réformateurs**. Les réformateurs menés par Mohsen Hachemi Rafsandjani, fils de l'ex-président modéré Akbar Hachemi Rafsandjani, ont remporté la totalité des 21 sièges du Conseil municipal de Téhéran lors du scrutin de vendredi, selon des résultats officiels cités par les médias.

A travers le monde

- **Afghanistan/Violences. Une Allemande tuée à Kaboul**
Une ressortissante allemande a été tuée samedi soir à Kaboul lors d'une attaque contre sa résidence et une Finlandaise a été enlevée lors de l'incident particulièrement violent, nouvelle illustration de l'insécurité dans la capitale afghane.
- **Grande-Bretagne/Législatives. La confortable avance des Conservateurs se réduit**
La confortable avance du parti conservateur britannique sur le Labour d'opposition pour les législatives du 8 juin s'est réduite cette semaine après la présentation de leurs programmes respectifs, selon plusieurs sondages publiés hier dans la presse britannique.
- **Suisse/Référendum. Le pays décide de tourner le dos au nucléaire**
Les électeurs suisses ont décidé hier par référendum à 58%, selon une première estimation chiffrée au niveau national, de tourner progressivement le dos au nucléaire et favoriser à sa place les énergies renouvelables, a indiqué l'institut de sondages gfs.bern.
- **Turquie/Politique. Erdogan redevient chef du parti au pouvoir**
Le président turc Recep Tayyip Erdogan a été réélu hier à la tête du parti de la Justice et du Développement (AKP) après presque trois ans d'absence, grâce à l'entrée en vigueur d'une première mesure de la réforme constitutionnelle adoptée par référendum le 16 avril.
- **Vatican/Religion. Bientôt cinq nouveaux cardinaux**
Le pape François a annoncé hier au Vatican la tenue d'un consistoire le 28 juin prochain au cours duquel il va créer cinq nouveaux cardinaux, de cinq pays différents, tous âgés de moins de 80 ans.
- **Venezuela/Troubles. Mort d'un manifestant de 23 ans, 48e décès depuis début avril**
Un jeune de 23 ans est décédé samedi soir après avoir été blessé par balle lors d'une manifestation contre le président vénézuélien Nicolas Maduro, portant à 48 le nombre de morts depuis début avril, a annoncé le parquet.